ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 20 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1975 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 200

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 170

Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 28 Φεβρουαρίου 1975 Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας περὶ τῶν ἀμοιβαίων Τελωνειακῶν Διευκολύνσεων καὶ ρυθμίσεως συναφῶν θεμάτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν Νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Σόφιᾳ, τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1975, μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας Συμφωνία «περὶ τῶν ἀμοιβαίων τελωνειακῶν διευκολύνσεων» ἧς τὸ κείμενον, ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν γλῶσσαν, ἔχει ὡς ἀκολούθως :

ACCORD

Entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie sur les facilités douanières réciproques.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie, désireux de faciliter et d'encourager, pour leur intérêt mutuel et dans l'esprit des rapports de bon voisinage, le trafic de marchadises et de personnes entre les deux Pays à la base de la collaboration de leurs Administrations Douanières, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les voyageurs de l'une des Parties Contractantes lors du passage de la frontière de l'autre Partie Contractante ne sont pas obligés de remplir une déclaration douanière écrite, mais ils procèdent à une déclaration orale seulement. Ils jouissent des avantages et des facilités de la Convention «sur les facilités douanières en faveur du tourisme» conclus à New York le 4 Juin 1954, l'accordance réciproque de plus grandes facilités douanières par chacune des Parties Contractantes n'étant pas toutefois exclue.

Article 2.

Pour les objets d'usage et d'économie domestique des personnes déménageant de l'une des Parties Contractantes à l'autre sont accordés les avantages prévus par les dispositions de la législation interne de chacune des Parties Contractantes.

Article 3.

Objets, expédiés de chacune des Parties Contractantes par des particuliers à des particuliers, sous forme de cadeaux, dans des petits envois, d'une valeur ne dépassant pas les dix (10) dollars par envoi et destinés, d'après leur nature, leur qualité et leur variété à l'usage exclusif des destinataires ou des membres de leurs familles, dépourvus de tout caractère commercial, sont exemptés des droits et autres taxes à l'importation, contributions, redevances et impositions en général. L'alcool, les boissons spiritueuses et les produits de tabac sont exemptés de ce privilège.

Article 4.

1. Les véhicules routiers commerciaux des Parties Contractantes traversant la frontière commune sont admis dans les conditions de la «Convention Douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiese commerciaux», conclue à Genève le 18 mai 1956.

En cas d'absence du carnet de passage en douane prévu par cette Convention sont applicables les dispositions de la législation interne.

2. Les automobiles privés seront de même admis sous les conditions de la Convention Douanière «sur l'importation temporaire d'automobiles privés», conclue à New York le 4 Juin 1954 ou en vertu des dispositions de la legislation interne de chacune des Parties Contractantes si elles sont plus favorables.

Article 5.

Les containers importés temporairement vides ou pleins de marchandises sont admis par les Douanes frontalières ainsi qu'à l'intérieur sous les conditions et la procédure prévues par la Convention Douanière relative aux containers, conclue à Genève le 18 mai 1956.

Article 6.

Les marchandises transportées par des véhicules routiers commerciaux ou par des containers seront admis par les Douanes frontalières et circuleront dans le territoire de chacune des Parties Contractantes conformément aux conditions et à la procédure prévues par la «Convention Douaniére relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnet TIR», conclue à Genève le 15 Janvier 1959. En cas de l'absence de carnet TIR sont applicables les dispositions de la legislation interne.

Article 7.

Les échantillons de marchandises importés par les Services commerciaux auprès les Représentations Diplomatiques, par les représentations commerciales, par les commerçants ou représentants reconnus du commerce sont admis en franchise de droits de douane et taxes pour une période de douze (12) mois, dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur dans chaque Pays.

Avant l'expiration dudit délai, les échantillons doivent être réexportés, dédouanées ou détruits sous contrôle douanier aux frais des intéressés.

Article 8.

En vue d'encourager le commerce mutuel et la coopération industrielle et technique entre les deux Pays, les Parties Contractantes s'accorderont le régime de l'admission temporaire ou celui du «drawback», sur la base de la législation interne en vigueur dans les deux Pays.

Article 9.

Les Parties Contractantes s'engagent à faciliter sous la condition de la réciprocité le transport en transit par le territoire de celles – ci, de voyageurs, de marchandises et de véhicules routiers en les soumettant au minimum possible de formalités douanières, selon les dispositions en vigueur de chacune des Parties Contractantes.

Article 10.

Les Parties Contractantes accordent mutuellement des facilités concernant l'emmagasinage des marchandises sous contrôle douanier dans les dépôts du PIREE, de THESSALONIQUE et de tout autre port hellénique approprié et disponible pour des marchandises en provenance de Bulgarie, ainsi que dans les dépôts de VARNA, de ROUSSEE et de tout autre port bulgare approprié et disponible pour des marchandises en provence de Grèce, conformément aux conditions et formalités prévues par la législation interne de chacune des Parties Contractantes.

Article 11.

Comme point d'entrée des voyageurs, des marchandises et des véhicules routiers est fixé le point où le chemin conduisant de Sidirocastron à Koulata, traverse la ligne frontière entre les deux Pays. Les autorités douanières établies sur ce point – de Promachon et de Koulata–exercent le contrôle des voyageurs, des marchandises et des moyens de transport continuellement ; il serait de même en ce qui concerne tout autre point d'entrée qui serait ouvert après entente des Gouvernements des deux Pays.

Article 12.

Les Administrations Douanières des deux Parties Contractantes coopéreront pour l'échange :

a) de renseignements concernant les dispositions nécessiares pour l'application du présent Accord;

b) de renseignements sur les personnes en général qui ont été suspects d'avoir commis ou ont commis de fraudes douanières dans le territoire de l'autre Partie et

c) généralement de renseignements utiles à l'autre Partie Contractante pour la prévention et la suppression du trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes.

Article 13.

1. Les Parties Contractantes accorderont mutuellement, en ce qui concerne les questions reglées par le présent Accord, le traitement de la Nation la plus favorisée pour les vayageurs, les marchandises et les véhicules de tranport dans leur territoire et leurs ports y compris les zones franches nationales de chacune.

2. La disposition du paragraphe ci–dessus ne s'applique pas quand il s'agit de :

a) un régime provenant d'une Union Douanière de n'importe quel caractère, conclue ou à conclure par l' une des deux Parties Contractantes, ainsi que des avantages institués à la suite de l'établissement d'une zone de libres échanges ;

b) avantages qui ont été accordés ou seraient accordés par l'une des Parties Contractantes à un pays voisin.

Article 14.

Afin que les questions émanant de l'application du présent Accord soient reglées, une Commission Mixte Douanière est instituée par le présent Accord, dont les attributions et les membres seront à déterminer par les Administrations Douanières compétentes des Parties Contractantes.

Article 15.

1. Le présent Accord est conclu pour une période de trois (3) ans et sera renouvelable automatiquement tous les trois ans, si aucune des Parties Contractantes n'avise pas l'autre Partie Contractante de son intention de le dénoncer au moins six (6) mois avant l'expiration de la période respective de trois ans.

2. Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.

FAIT A SOFIA, le 28 février 1975, en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour Le Gouvernement De La République Hellénique	Pour Le Gouvernement De La République Populaire De Bulgarie
IOANNIS BOUTOS	IVAN NEDEV

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας «περὶ τῶν ἀμοιβαίων τελωνειακῶν διευκολύνσεων».

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ αὐτῶν, ὅπως διευκολύνουν καὶ ἐνθαρρύνουν, πρὸς τὸ ἀμοιβαῖον αὐτῶν συμφέρον καὶ ἐν πνεύματι σχέσεων καλῆς γειτονίας, τὴν διακίνησιν ἐμπορευμάτων καὶ προσώπων μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, διὰ τῆς συνεργασίας τῶν τελωνειακῶν των Διοικήσεων, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Οἱ ταξειδιῶται ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, κατὰ τὴν διέλευσιν ἐκ τῶν συνόρων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους, δὲν ὑποχρεοῦνται εἰς συμπλήρωσιν γραπτῆς τελωνειακῆς δηλώσεως, ἀλλὰ διατυπώνουν μόνον προφορικὴν τοιαύτην. Οὗτοι ἀπολαμβάνουν τῶν πλεονεκτημάτων καὶ διευκολύνσεων τῆς Συμβάσεως «περὶ τῶν τελωνειακῶν διευκολύνσεων διὰ τὸν τουρισμόν», τῆς συναφθείσης ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ τὴν 4ην Ἰουνίου 1954, μὴ ἀποκλειομένης πάντως τῆς ὑφ' ἑκάστου τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐπ' ἀμοιβαιότητι παροχῆς μεγαλυτέρων τελωνειακῶν διευκολύνσεων.

Ἄρθρον 2.

Διὰ τὰ εἴδη οἰκιακῆς χρήσεως καὶ οἰκονομίας προσώπων μετοικούντων ἐκ τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου μέρους εἰς τὸ ἕτερον, παρέχονται τὰ ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, προβλεπόμενα πλεονεκτήματα.

Ἄρθρον 3.

Εἴδη ἀποστελλόμενα ἐξ ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν ὑπὸ ἰδιωτῶν πρὸς ἰδιώτας, ὑπὸ μορφὴν δώρων, εἰς μικρὰς ἀποστολάς, ἀξίας ἑκάστη μέχρι δέκα (10) δολλαρίων καὶ προοριζόμενα, ὡς ἐκ τῆς φύσεως, τῆς ποιότητος καὶ τῆς ποικιλίας αὐτῶν, δι' ἀποκλειστικὴν χρῆσιν τῶν παραληπτῶν ἢ τῶν μελῶν τῆς οἰκογενείας αὐτῶν καὶ οὐχὶ δι' ἐμπορίαν, ἀπαλλάσσονται τῶν δασμῶν καὶ λοιπῶν κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν εἰσπραττομένων φόρων, εἰσφορῶν, δικαιωμάτων καὶ τελῶν ἐν γένει. Τὸ οἰνόπνευμα, τὰ οἰνοπνευματώδη ποτὰ καὶ τὰ καπνικὰ προϊόντα ἐξαιροῦνται τοῦ ὡς ἄνω προνομίου.

Ἄρθρον 4.

1. Τὰ διερχόμενα τὴν κοινὴν μεθόριον ἐμπορικὰ ὀδικὰ ὀχήματα τῶν συμβαλλομένων μερῶν, γίνονται δεκτὰ ὑπὸ τοὺς ὅρους τῆς ἐν Γενεύῃ συναφθείσης τὴν 18ην Μαΐου 1956 «Τελωνειακῆς Συμβάσεως περὶ προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἐμπορικῶν ὀδικῶν ὀχημάτων».

Ἐν περιπτώσει μὴ ὑπάρξεως τοῦ ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ταύτης προβλεπομένου δελτίου CARNET DE PASSAGE EN DOUANE, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας.

2. Τὰ ἰδιωτικὰ αὐτοκίνητα θὰ γίνωνται ὡσαύτως δεκτὰ ὑπὸ τοὺς ὅρους τῆς Τελωνειακῆς Συμβάσεως «περὶ προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἰδιωτικῶν αὐτοκινήτων», τῆς συναφθείσης ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ τὴν 4ην Ἰουνίου 1954 ἢ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διατάξεων τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐφ' ὅσον αὗται καθιεροῦν εὐνοϊκωτέραν μεταχείρισιν.

Ἄρθρον 5.

Τὰ ἐμπορευματοκιβώτια, εἰσαγόμενα προσωρινῶς κενὰ ἢ πλήρη ἐμπορευμάτων, γίνονται δεκτὰ ἀπὸ τὰ παραμεθόρια Τελωνεῖα καὶ ἐν τῷ ἐσωτερικῷ ὑπὸ τοὺς ὅρους καὶ τὴν διαδικασίαν, ἥτις προβλέπεται ὑπὸ τῆς ἐν Γενεύῃ συναφθείσης τὴν 18ην Μαΐου 1956 Τελωνειακῆς Συμβάσεως «περὶ ἐμπορευματοκιβωτίων».

Ἄρθρον 6.

Τὰ δι' ἐμπορικῶν ὁδικῶν ὀχημάτων ἢ ἐμπορευματοκιβωτίων μεταφερόμενα ἐμπορεύματα, θὰ γίνωνται δεκτὰ εἰς τὰ παραμεθόρια Τελωνεῖα καὶ θὰ διακινοῦνται εἰς τὸ ἔδαφος ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους καὶ τὴν διαδικασίαν τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς ἐν Γενεύῃ συναφθείσης τὴν 15ην Ἰανουαρίου 1959 Τελωνειακῆς Συμβάσεως «περὶ διεθνῶν μεταφορῶν ἐμπορευμάτων διὰ δελτίων TIR». Ἐν περιπτώσει μὴ ὑπάρξεως δελτίου TIR ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας.

Ἄρθρον 7.

Τὰ δείγματα ἐμπορευμάτων τὰ εἰσαγόμενα ὑπὸ τῶν ἐμπορικῶν Ὑπηρεσιῶν παρὰ ταῖς διπλωματικαῖς Ἀντιπροσωπείαις, ὑπὸ τῶν ἐμπορικῶν ἀντιπροσωπειῶν, τῶν ἐμπόρων ἢ ἀνεγνωρισμένων ἐμπορικῶν ἀντιπροσώπων, εἰσάγονται ἐλεύθερα τελωνειακῶν δασμῶν καὶ φόρων διὰ μίαν περίοδον δώδεκα (12) μηνῶν ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῶν εἰς ἑκάστην χώραν ἰσχυουσῶν διατάξεων.

Πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἀνωτέρω προθεσμίας τὰ δείγματα δέον ὅπως ἐπανεξάγωνται, τελωνίζωνται ἢ καταστρέφωνται ὑπὸ τελωνειακὴν ἐποπτείαν, δαπάναις τῶν ἐνδιαφερομένων.

Ἄρθρον 8.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐνθαρρύνουν τὸ ἀμοιβαῖον ἐμπόριον καὶ τὴν βιομηχανικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ παρέχουν ἀλλήλοις τὸ καθεστὼς τῆς προσωρινῆς εἰσδοχῆς ἢ τῆς ἐπιστροφῆς δασμῶν (DRAWBACK) ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας τῆς ἰσχυούσης εἰς τὰς δύο χώρας.

Ἄρθρον 9.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ διευκολύνουν, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος, τὴν ὑπὸ διαμετακόμισιν διακίνησιν διὰ τοῦ ἐδάφους των τῶν ταξειδιωτῶν, τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν αὐτοκινήτων ὁδικῶν ὀχημάτων, διὰ τῆς ὑποβολῆς τούτων εἰς τὸ ἐλάχιστον δυνατὸν ὅριον τῶν τελωνειακῶν διατυπώσεων, συμφώνως πρὸς τὰς ἰσχυούσας διατάξεις εἰς ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

Ἄρθρον 10.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη, παρέχουν ἀμοιβαίως διευκολύνσεις ἀφορώσας εἰς τὴν ἐναποθήκευσιν τῶν ἐμπορευμάτων ὑπὸ τελωνειακὸν ἔλεγχον εἰς τὰς ἀποθήκας τοῦ Πειραιῶς, τῆς Θεσσαλονίκης, ὡς καὶ παντὸς ἑτέρου Ἑλληνικοῦ λιμένος καταλλήλου καὶ διαθεσίμου δι' ἐμπορεύματα προερχόμενα ἐκ Βουλγαρίας, ὡς ἐπίσης καὶ εἰς τὰς ἀποθήκας τῆς Βάρνας, τοῦ ROUSSEE καὶ παντὸς ἑτέρου Βουλγαρικοῦ λιμένος καταλλήλου καὶ διαθεσίμου δι' ἐμπορεύματα προερχόμενα ἐξ Ἑλλάδος, ἐπὶ τῇ τηρήσει τῶν ὑπὸ τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας ἑκάστου τῶν συμβαλλομένων μερῶν προβλεπομένων ὅρων καὶ διατυπώσεων.

Ἄρθρον 11.

Ὡς σημεῖον εἰσόδου ταξειδιωτῶν, ἐμπορευμάτων καὶ ὁδικῶν ὀχημάτων ὁρίζεται τὸ σημεῖον εἰς τὸ ὁποῖον ἡ ὁδὸς ἡ ἄγουσα ἀπὸ Σιδηροκάστρου πρὸς Κουλάταν διασχίζει τὴν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν μεθόριον γραμμήν. Αἱ εἰς τὸ σημεῖον τοῦτο λειτουργοῦσαι ἑκατέρωθεν Τελωνειακαὶ Ἀρχαὶ—Προμαχῶνος καὶ Κουλάτας— διενεργοῦν τὸν ἔλεγχον τῶν ταξειδιωτῶν, ἐμπορευμάτων καὶ μεταφορικῶν μέσων συνεχῶς· τοῦτ' αὐτὸ ἤθελεν ἰσχύει καθ' ὅσον ἀφορᾷ πᾶν ἕτερον σημεῖον εἰσόδου, ὅπερ ἤθελεν ἀνοιγῇ κατόπιν συμφωνίας τῶν Κυβερνήσεων τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 12.

Αἱ Τελωνειακαὶ Διοικήσεις τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν θὰ συνεργάζωνται διὰ τὴν ἀνταλλαγήν:

α) πληροφοριῶν, ἐπὶ τῶν ἀναγκαίων διατάξεων διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας·

β) πληροφοριῶν ἐπὶ τῶν προσώπων ἐν γένει, ἅτινα κατέστησαν ὕποπτα διενεργείας τελωνειακῶν παραβάσεων ἢ διέπραξαν τελωνειακὰς παραβάσεις ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου μέρους καὶ

γ) ἐν γένει πληροφοριῶν χρησίμων εἰς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος διὰ τὴν πρόληψιν καὶ καταστολὴν τῆς παρανόμου διακινήσεως ναρκωτικῶν καὶ ψυχοτροπικῶν οὐσιῶν.

Ἄρθρον 13.

1. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ παρέχουν ἀμοιβαίως, ἐν σχέσει πρὸς τὰ θέματα τὰ ρυθμιζόμενα διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὴν μεταχείρισιν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους, διὰ τοὺς ταξειδιώτας, τὰ ἐμπορεύματα, τὰ μεταφορικὰ ὀχήματα ἐντὸς τοῦ ἐδάφους καὶ τῶν λιμένων αὐτῶν, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἐθνικῶν ἐλευθέρων ζωνῶν ἑκάστου.

2. Ἡ διάταξις τῆς προηγουμένης παραγράφου δὲν ἐφαρμόζεται προκειμένου περί:

α) καθεστῶτος προερχομένου ἐκ Τελωνειακῆς Ἑνώσεως οἱασδήποτε φύσεως, συναφθείσης ἢ μελλούσης νὰ συναφθῇ ὑπὸ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, ὡς καὶ πλεονεκτημάτων καθιερουμένων συνεπείᾳ συστάσεως ζώνης ἐλευθέρων ἀνταλλαγῶν·

β) πλεονεκτημάτων παραχωρηθέντων ἢ παραχωρηθησομένων παρ' ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς γειτονικήν τινα χώραν.

Ἄρθρον 14.

Πρὸς ρύθμισιν θεμάτων ἀνακυπτόντων κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, συνιστᾶται διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας Μικτὴ Τελωνειακὴ Ἐπιτροπή, ἧς τὰ καθήκοντα καὶ τὰ μέλη θὰ καθορισθοῦν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Τελωνειακῶν Διοικήσεων τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

Ἄρθρον 15.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία συνομολογεῖται διὰ περίοδον τριῶν (3) ἐτῶν καὶ θὰ τυγχάνῃ αὐτομάτου ἀνανεώσεως ἀνὰ τριετίαν, ἐφ' ὅσον ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν δὲν προβαίνει εἰς γνωστοποίησιν πρὸς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος περὶ τῆς προθέσεώς του, ὅπως καταγγείλῃ ταύτην, ἓξ μῆνας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἀντιστοίχου τριετοῦς περιόδου.

2. Ἡ παροῦσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ὑπογραφῆς της.

Ἐγένετο ἐν Σόφιᾳ τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1975 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας
ΙΩΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ	IVAN NEDEV

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὸ ἐδάφιον δεύτερον τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 14 τοῦ Ν. Δ/τος 3839/1958, ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ Νομοθετικοῦ Δ/τος 1238/1972 «περὶ τῆς διαδικασίας κηρύξεως, ὡς ἀζητήτων, ἐγκαταλειπομένων αὐτοκινήτων» κλπ., ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως:

«Εἰδικῶς, ὀχήματα τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν. Δ/τος 2637/1953, «περὶ εἰσαγωγῆς καὶ κυκλοφορίας ὀχημάτων δυνάμει πολυπτύχων ἢ τριπτύχων», κομιζόμενα παρ' ἀλλοδαπῶν ἢ ἡμεδαπῶν, ἀπάντων μονίμων κατοίκων ἐξωτερικοῦ, παραδίδονται ὑπὸ τὸ καθεστὼς τῆς ἐλευθέρας χρήσεως διὰ χρονικὸν διάστημα τεσσάρων μηνῶν, ἄνευ ἐκδόσεως Δελτίου Ἐλευθέρας Χρήσεως, καταχωριζομένης σχετικῆς ἐγγραφῆς ἐπὶ τοῦ διαβατηρίου ἢ ἐλλείψει τούτου, ἐπὶ τοῦ σημειώματος εἰσόδου, ὅπερ ἡ ἁρμοδία Ὑπηρεσία τοῦ Ὑπουργείου Δημοσίας Τάξεως συρράπτει εἰς τὴν ταυτότητα τοῦ περιηγητοῦ. Μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τοῦ τετραμήνου, οἱ περὶ ὧν πρόκειται περιηγηταί, ἐφ' ὅσον προτίθενται νὰ παρατείνουν τὴν ἐνταῦθα διαμονήν των, ἐφοδιάζονται διὰ Δελτίου Ἐλευθέρας Χρήσεως, ὑπὸ τῆς πλησιεστέρας Τελωνειακῆς Ἀρχῆς.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Σεπτεμβρίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Σεπτεμβρίου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ